



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOUS-PREFECTURE D'APT

ENVIRONNEMENT

F.B

ARRETE

N° 49 du 15 juin 2009

portant mise en demeure à l'encontre de
la société MG LOGINVEST à CAVAILLON

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le code de l'environnement, notamment le Livre V - Titre 1er ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;
- VU le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 modifié relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 autorisant la société DALIA INVEST à exploiter une plate-forme logistique sur le territoire de la commune de CAVAILLON ;
- VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 15 mai 2008 au profit de la société MGLOGINVEST ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées n° D/GS84/200902809 en date du 4 juin 2009 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° SI 2008-10-03-0050-PREF du 3 octobre 2008, portant délégation de signature à M. Jean-Charles GERAY, Sous-Préfet d'APT ;

CONSIDÉRANT que la société MGLOGINVEST est autorisée, par arrêté préfectoral du 5 avril 2007, à exploiter une plate-forme logistique sur le territoire de la commune de CAVAILLON ;

CONSIDÉRANT qu'une visite d'inspection du 24 mars 2009 a mis en évidence le fait que l'exploitant n'a pas mis en place un dispositif de limitation des effets contre l'incendie au sud du site industriel (article 7.8.6 de l'arrêté préfectoral du 05/04/07 portant autorisation) ;

CONSIDÉRANT que cette situation est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511 -1 du code de l'environnement, et notamment à la sécurité ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre fin à cette situation ;

SUR proposition du Sous-Préfet d' APT ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La société MGLOGINVEST, dont le siège social est chez SERN BALL VALVES, 8 rue de Copenhague, 13127 VITROLLES, est mise en demeure, **avant le 31 juillet 2009**, de régulariser la situation administrative de son établissement exploité sur le territoire de la commune de CAVAILLON, et notamment de respecter les dispositions de l'article 7.8.6 de l'arrêté préfectoral du 05/04/07 portant autorisation (mise en place d'un dispositif de limitation des effets contre l'incendie au sud du site industriel).

ARTICLE 2 :

La société MGLOGINVEST doit fournir à l'inspection des installations classées les éléments justifiant du respect des dispositions du présent arrêté dans les délais prescrits (rapports, photographies, etc...).

ARTICLE 3 :

Faute pour la société MGLOGINVEST de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L. 514.1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions prévues à l'article L 514-6 du Code de l' Environnement. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, le Maire de CAVAILLON, l'Inspecteur des installations classées, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Directeur Départemental de l'Equipement et de l'Agriculture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental des Services d'Incendie de Secours, le Commissaire de Police de CAVAILLON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception.

Copie certifiée conforme
Le Secrétaire Général


Guy QUENNESSON

APT, le 15 juin 2009
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,




Jean-Charles GERAY